

reconnaître le gouvernement de Serrano par les puissances européennes, qui ont cessé toutes relations diplomatiques régulières avec l'Espagne depuis le départ du roi Amédée. Il a réussi avec plusieurs puissances. L'Autriche, la Belgique et la Hollande ont reconnu le gouvernement de Madrid, à la suggestion de la Prusse. La France, l'Angleterre et la Russie, dont le câble nous avait d'abord annoncé l'acquiescement, n'ont encore donné aucune réponse officielle.

La reconnaissance de la République Espagnole par les grandes puissances, à l'instigation de la Prusse, serait une injustice criante et un sacrifice fait à la Révolution.

Les monarques européens devraient comprendre qu'ils sont solidaires les uns des autres, et que chaque fois que le principe de la royauté et de la légitimité est atteint et renversé quelque part, c'est un coup porté à tout l'édifice monarchique du vieux monde. La reconnaissance officielle de la République castelarienne serait un coup qui atteindrait non-seulement Don Carlos, mais encore tous les monarques d'Europe.

Du moins si les faits pouvaient justifier cette reconnaissance. Mais il n'est rien survenu, dans ces derniers temps, qui ait pu modifier le caractère du gouvernement radical de Madrid, et excuser son usurpation.

L'Europe, qui avait refusé de reconnaître la république espagnole, après la retraite du roi Amédée, a-t-elle plus de raisons de la reconnaître aujourd'hui qu'alors ? Est-ce que cette république de gâchis, qui mène l'Espagne aux bras de la Prusse, est plus digne de respect parcequ'elle a reçu les bénédictions et les encouragements de Garibaldi, qui adressait encore ses félicitations au gouvernement espagnol il y a à peine quelques mois.

De la part du gouvernement français surtout, une telle démarche serait inconcevable.

Lors de la résignation du roi Amédée et de l'avènement des radicaux républicains, en février 1872, M. Thiers, alors président, refusa de reconnaître la nouvelle république, et se retira du pouvoir sans être revenu sur cette décision.

Il serait peu glorieux pour le maréchal MacMahon de sortir de cette voie et de reconnaître officiellement la république de Castelar et de Serrano.

Au point de vue politique, ce serait favoriser les intrigues de la Prusse, qui ne cherche que les moyens d'intervenir dans la guerre civile d'Espagne, et d'imposer son protectorat à la Péninsule. La reconnaissance de la République par l'Europe relèguerait Don